

Références : 511-D-1998

Orig : EN

Version française

Version définitive des décisions prises par le Conseil Supérieur lors de sa réunion des 28 et 29 avril 1998

Conseil Supérieur des Ecoles européennes

Réunion des 28 et 29 avril 1998 à 9h30 à Copenhague.

II. Communications :

Orales

a) Accord financier avec Solvay Pharma – Ecole européenne de Varèse

Le Conseil Supérieur a signalé son accord pour la signature d'un accord financier à 100% avec la société Solvay Pharma pour l'admission des enfants du personnel de cette société à l'Ecole européenne de Varèse.

Accord financier avec Cryovac SpA, ex Grace Italiana SpA – EE de Varèse

Le Conseil Supérieur a signalé son accord pour la signature d'un accord financier à 100% avec la société Cryovac SpA (ex Grace Italiana SpA) pour l'admission des enfants du personnel de cette société à l'Ecole européenne de Varèse.

Accord financier avec NETMA (Nato EF 200 and Tornado Development, Production and Logistics Management Agency) – EE de Munich

Le Conseil Supérieur a signalé son accord pour la signature d'un accord financier à 100% avec NETMA pour l'admission des enfants des membres du personnel de cette société à l'Ecole européenne de Munich.

II. Communications :

Ecrites

Contrats de 9 ans prolongés exceptionnellement en 1996/1997/1998

Une liste des contrats de 9 ans prolongés exceptionnellement sera régulièrement remise à jour et envoyée au Conseil Supérieur.

A1 Nomination du Président des Jurys du Baccalauréat européen 1999

L'Article 6(1) de l'annexe au Statut de l'Ecole européenne portant Règlement du Baccalauréat européen prévoit que le Président des Jurys est de la même nationalité que le Président du Conseil Supérieur.

Le Président des Jurys du Baccalauréat européen sera donc de nationalité allemande pour la session 1999.

La délégation allemande propose au Conseil Supérieur de désigner comme président des Jurys du Baccalauréat européen pour la session 1999 :

Président (spécialiste des langues) :

Herrn Prof. Dr. Albert RAASCH

Universität des Saarlandes, Fachbereich Neuere Sprach- und Literaturwissenschaften
- Saarbrücken Präsident des Wissenschaftlichen Rates des *Conseil Européen des Langues*, Leiter der *Scientific Commission Adult Language Learning* der AILA,
Wissenschaftlicher Leiter der Nationalen Koordinierungsstelle NATALI.

Co-président (spécialiste de la mathématique et des matières scientifiques) :

Prof. Dr. Hans SCHUPP

Universität des Saarlandes, Fachbereich Mathematik Langjähriger Vorsitzender der
Gesellschaft für Didaktik der Mathematik; früheres Mitglied der deutschen
Unterkommission der Internationalen Mathematischen Unterrichtskommission
Teilnehmer an zahlreichen internationalen Konferenzen zu Themen der
Mathematikdidaktik.

A2 Nominations statutaires

Nominations des Représentants du corps enseignant dans les conseils d'administration et des membres du comité du personnel

<u>LUXEMBOURG :</u>	Cycle secondaire	M. M. GARREAU (suppléant M. J. HUSUM)
	Cycle primaire (Kirchberg) (Bd de la Foire)	M. K. DECKERS (suppléante Mme A. LACEY) (suppléant M. G. HOLDERITH)
<u>BRUXELLES I :</u>	Cycle secondaire	M. J. SCHEEFER (suppléant M. M. HARMEGNIES)
	Cycle primaire	Mme E. LAUTONNE (suppléante M. J. BOTTHIAS)
<u>BRUXELLES II :</u>	Cycle secondaire	M. F. Mc GURK (suppléant M. G. DISPAUX)
	Cycle primaire	Mme C. GIULIETTI (suppléant M. J.V. REBAUDENGO)
<u>MOL :</u>	Cycle secondaire	Mme Cl. PIERY (suppléante Mme M.C. ROUSSEAU)
	Cycle primaire	M. J.P. GIRAUD (suppléant M. O. VAN HERWIJNEN)
<u>VARESE :</u>	Cycle secondaire	M. M. GERGEAY (suppléant M. F. ROBERTS)
	Cycle primaire	Mme L. ROSSI (suppléant M. C. TESSELAAR)
<u>KARLSRUHE :</u>	Cycle secondaire	Mme J. GIBBON (suppléant M. A. GERAUDEILLE)
	Cycle primaire	Mme C. AUBERT (suppléant M. S. LAPIRA)
<u>BERGEN :</u>	Cycle secondaire	M. Chr. VERSELE (suppléant M. G. GRAHAM)
	Cycle primaire	M. S. LEVEQUE (suppléante Mme J. KUIPERS)

MUNICH :

Cycle secondaire

M. P. MILES

(suppléant M. I. GJJSBRECHTS)

Cycle primaire

M. L. TREVISAN

(suppléant M. P. HURBAULT)

CULHAM:

Cycle secondaire

M. P. KINSLER

(suppléant M. H. SUMMER)

Cycle primaire

Mme S. ANGELERI

(suppléant M. S. REIZ)

NOMINATIONS DES REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS DE

PARENTS D'ELEVES DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Les parents ci-après sont désignés comme représentants des Associations de Parents dans les Conseils d'Administration :

LUXEMBOURG:

élections en mai/juin

BRUXELLES I:

M. K. H. WALKER

M. F. IANNUCCI (vice-président des aff. administratives)

Mme M. TEJEDOR (vice-présidente des aff. pédagogiques)

BRUXELLES II:

M. P. ALLEGRUCCI

M. V. BHARDWAJ (vice-président des aff. administratives)

Mme G. MODICA (vice-présidente des aff. pédagogiques)

MOL:

élections en juin 1998

VARESE :

Mme B. NICKEL-BRUSA

Mme J. COLE (externe)

M. R. VENERONI (interne)

KARLSRUHE:

Mme G. LOTZ

Mme M. RIEMERSMA

BERGEN:

Mme V. YOUTSOS

Mme M. MORETTO

MUNICH: jusqu'au mois d'octobre 1998
M. A. FAULKNER
M. P. LUIGI DE ANNA

CULHAM: Mme A. VALK-SCHREUDER
Mme V. VAN MOURIK

NOMINATIONS DES PRESIDENTS DES CONSEILS D'INSPECTION.

DU COMITE PEDAGOGIQUE

ET DU COMITE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Selon la décision de la réunion du Conseil Supérieur des 17, 18 et 219 mai 1967 (voir compte-rendu de la réunion à la page 35) et les dispositions de l'article 2 du Règlement intérieur du Conseil Supérieur, la présidence des Conseils et Comités devrait être assurée pendant la période du 1^{er} août 1998 au 31 juillet 1999 par :

Mme Wiltrud LORTZ pour le Conseil d'inspection primaire
et pour le Comité pédagogique primaire

M. Hans LOOS pour le Conseil d'inspection secondaire et pour le
Comité pédagogique secondaire

M. Reinhard RIEGEL pour le Comité administratif et financier

A3 Le Conseil Supérieur a désigné les Inspecteurs suivants, sur proposition des Etats Membres concernés :

Pour le cycle secondaire

- M. Jacques BERSANI comme membre du Conseil d'inspection secondaire pour la France, à partir du 5 mars 1998
- Mme Helena Maria DA SILVA TEIXEIRA comme membre du Conseil d'inspection secondaire pour le Portugal, à partir de maintenant.

A4 Allongement du mandat du Contrôleur financier

Le Conseil Supérieur a décidé à l'unanimité que la désignation de M. DAVIS devrait être prolongée pour une période illimitée.

A5 Intermath

Le Conseil Supérieur décide :

- d'accorder à chacun des deux professeurs de Bruxelles II une décharge de trois heures de leurs obligations pédagogiques afin de les consacrer au secrétariat et à l'administration d'Intermath.
- d'accorder la décharge de 18 heures de leurs obligations pédagogiques aux groupes de travail responsables de la conception des documents de travail Intermath, à condition que les coûts de ces décharges soient couverts par le fonds Euromath.

A6 Programme de biologie pour les 6^e et 7^e années (cours à 2 et à 4 périodes)

Le Conseil Supérieur a accepté que le programme de biologie pour les 6^e et 7^e années (cours à 2 et à 4 périodes) entre en vigueur en septembre 1998 pour la 6^e année et en septembre 1999 pour la 7^e année. La référence du document est 1998-D-332.

A7 Programme de chimie pour les 6^e et 7^e années

Le Conseil Supérieur a accepté que le programme de chimie pour les 6^e et 7^e années entre en vigueur en septembre 1998 pour la 6^e année et en septembre 1999 pour la 7^e année. La référence du document est 1998-D-342.

A8 Programme de physique pour les 6^e et 7^e années

Le Conseil Supérieur a accepté que le programme de physique pour les 6^e et 7^e années entre en vigueur en septembre 1998 pour la 6^e année et en septembre 1999 pour la 7^e année. La référence du document est 1998-D-352.

A9 Calcul de la note finale au Baccalauréat

Le Conseil Supérieur accepte à l'unanimité de modifier les Articles 6.1.1. et 6.1.2. des Dispositions d'application du règlement du baccalauréat, comme indiqué dans la proposition ci-dessous :

6.1.1. nouveau : Les trois facteurs suivants sont pris en compte pour le baccalauréat :

La note préliminaire moyenne C est exprimée sur 100 points.

La note E, moyenne des épreuves écrites, exprimée sur 100 points.

La note O, moyenne des épreuves orales, exprimée sur 100 points.

C, E et O sont exprimées en nombres entiers.

6.1.2. nouveau : Les différentes parties de l'examen interviennent dans le résultat final dans la proportion suivante :

40 pour cent pour la note préliminaire moyenne C.

36 pour cent pour la moyenne E des épreuves écrites.

24 pour cent pour la moyenne O des épreuves orales.

Résultat final = $0,40 C + 0,36 E + 0,24 O$

Le résultat final est exprimé sur cent points avec deux décimales.

Cette proposition entre en vigueur immédiatement.

A 10 Laeseplanner Dansk – Sprog I (Overbygningen)

Le Conseil Supérieur a approuvé le Laeseplanner Dansk – Sprog I et sa version définitive. Les dates d'entrée en vigueur suivront avant le début de l'année scolaire 1998-1999. La référence de ce document est 1998-D-572.

A 11 Report de la date d'inscription aux épreuves du Baccalauréat

Le Conseil Supérieur accepte de reporter la date d'inscription aux épreuves du Baccalauréat au 15 novembre. L'Article 1.2.1. du Règlement du Baccalauréat devrait à présent être formulé comme suit :

- 1.2.1. Les candidats doivent choisir les épreuves qu'ils souhaitent présenter au moment de l'inscription aux examens. Une fois effectués, ces choix ne peuvent être changés. Ils doivent être communiqués au Bureau du Représentant du Conseil Supérieur pour le 15 novembre.

A 13 Fréquentation régulière des cours au cycle secondaire

Le Conseil Supérieur a approuvé le texte suivant :

1.0 Fréquentation des cours

- 1.1. L'inscription d'un élève à l'Ecole implique l'obligation de participer à tous les enseignements figurant au programme et de s'acquitter du travail prescrit. L'élève doit participer également à toutes les activités organisées et déclarées obligatoires par le Directeur.
- 1.2. La participation à tous les enseignements consiste à fréquenter régulièrement et ponctuellement les classes selon un calendrier scolaire et selon un emploi du temps communiqués à l'élève au début de l'année.
- 1.3. *La participation de l'élève au cours est nécessaire pour assurer son développement et permettre au professeur d'établir une évaluation complète et précise.*
- 1.4. *La participation de l'élève à un cours est jugée régulière si le nombre de périodes de présence atteint au moins 90% du nombre de périodes de ce cours.*

2.0 Dispenses

2.1 Elèves à besoins spécifiques

Dans les cas de handicaps sévères et sur proposition du Groupe Conseil des élèves à besoins spécifiques, le Conseil d'Inspection peut dispenser un élève de suivre certains cours ou certaines parties du programme d'un cours. Le Règlement général du Baccalauréat reste néanmoins d'application.

2.2 Education physique

- 2.2.1. Un élève ne peut être dispensé de participer au cours d'éducation physique que sur demande des parents ou de l'élève majeur et sur production d'un certificat médical attestant un empêchement physique de suivre ce cours.
- 2.2.2. Sauf cas d'incapacité permanente dûment constatée par un médecin, la dispense ne peut être accordée que pour la durée d'un semestre/trimestre. Elle ne peut être renouvelée que sur présentation d'un nouveau certificat. Le Directeur est habilité, le cas échéant, à faire examiner l'élève par le médecin de l'Ecole.

- 2.2.3. Dans des cas exceptionnels et pour des raisons de santé dûment motivées par un certificat médical, un élève peut être déchargé par le Directeur d'une partie du travail à la maison. Une telle autorisation ne peut être donnée qu'à titre révocable et pour une période déterminée, sur demande expresse du chef de famille ou de l'élève majeur et sous toutes réserves quant aux chances de promotion de l'enfant en fin d'année.

3.0 Absences

3.1. Enregistrement des absences

A la fin de chaque semestre/trimestre, l'Ecole dresse une liste des absences pour chaque élève. Les absences non autorisées seront clairement identifiées et feront l'objet d'un traitement sévère. Si le nombre de périodes pendant lesquelles un élève est absent à un cours dépasse le seuil des 10%, le Directeur en avertira le chef de famille ou l'élève majeur et le rendra attentif aux risques encourus (fixés ci-après).

3.2. Absences pour convenance personnelle

- 3.2.1. Un élève ne peut être dispensé de l'obligation de fréquenter régulièrement les cours que par une autorisation du Directeur.
- 3.2.2. Sauf cas de force majeure, cette autorisation doit être demandée par le chef de famille ou l'élève majeur au moins huit jours à l'avance. La demande doit être faite par écrit ; elle doit indiquer la durée de l'absence et sa justification.
- 3.2.3. L'autorisation ne peut être accordée que pour une durée de deux jours maximum, augmentée des délais de route raisonnables.
- 3.2.4. Une autorisation d'absence au cours ne peut être donnée pour la semaine précédant ou celle suivant les périodes de vacances ou de congés scolaires, sauf en cas de décès d'un membre de la famille.
- 3.2.5. En cas de décès d'un parent jusqu'au deuxième degré, la durée de l'absence autorisée peut être prolongée.
- 3.2.6. Toute absence pour convenance personnelle non autorisée est considérée comme une absence non justifiée sanctionnée sévèrement par le Directeur. (Cf. Articles 50 et 51 du Règlement général).

3.3 Absences pour cause de maladie

- 3.3.1. Au cas où un élève est empêché, pour raisons de santé, de fréquenter l'Ecole, le chef de famille ou l'élève majeur informera le Directeur de la raison de l'absence, par écrit et au plus tard le deuxième jour de l'absence.
- 3.3.2. *Pour être autorisé à rentrer en classe après une absence de plus de deux jours, l'élève devra présenter un certificat médical attestant la cause de l'absence.*
- 3.3.3. Le Directeur est habilité, le cas échéant, à faire examiner l'élève par le médecin de l'Ecole.
- 3.3.4. *Sans la déclaration du chef de famille ou de l'élève majeur, ou sans certificat médical dans la période fixée aux points 3.3.1 et 3.3.2, ces absences seront considérées comme des absences non justifiées sanctionnées par le Directeur.*
- 3.3.5. Lorsqu'un élève est atteint d'une maladie contagieuse, le chef de famille ou l'élève majeur doit en faire obligatoirement la déclaration par écrit au Directeur et se conformer strictement aux prescriptions arrêtées par le Conseil d'administration en accord avec le service médical scolaire pour la prophylaxie des maladies contagieuses, notamment quant à la durée de l'éviction de l'élève et des élèves habitant sous le même toit. L'élève ne sera autorisé à rentrer en classe que sur attestation d'un médecin agréé par le service d'hygiène local ou du médecin de l'Ecole.
- 3.3.6. Tous les élèves se soumettront à une inspection périodique par le service médical de l'école, si possible une fois par an. Le coût des examens et des mesures préventives sera supporté par l'Ecole.

3.4 Absence justifiée en classe 4 à 6.

- 3.4.1 *Si une absence justifiée de longue durée d'un élève des classes 4 à 6 ne permet pas d'établir ses notes de classe A du premier semestre, les notes de classe A du second semestre seront comptées deux fois pour le calcul de la note finale.*
- 3.4.2 *Si cette absence ne permet pas d'établir les notes de classe A du second semestre non plus, l'élève ne pourra pas être promu.*

3.5 Absence justifiée en 7^e année

- 3.5.1 *Si en classe de 7^e année une longue absence justifiée d'un élève pour cause de maladie ne permet pas d'établir les notes de classe A pour le premier semestre, les notes de classe A du second semestre seront comptées deux fois pour le calcul de la note finale.*

3.5.2 *Si cette absence ne permet pas d'établir les notes de classe A du second semestre non plus, l'élève ne pourra pas se présenter aux épreuves du Baccalauréat cette année-là.*

3.5.3 *En cas d'absences périodiques fréquentes en classe de 7^e année, le Conseil de classe est appelé à juger de la régularité des études et il peut, le cas échéant, remettre en cause la validité de l'inscription de l'élève au Baccalauréat, la fixation de la note A étant compromise.*

3.6 Absences non justifiées

3.6.1 En cas d'absence non justifiées pendant plus de 15 jours consécutifs, l'élève est considéré comme ayant quitté l'Ecole.

3.6.2 Si les absences répétées non justifiées de une ou plusieurs périodes continuent à se produire, le Conseil de discipline peut prononcer l'exclusion de l'élève.

3.7 Absences aux compositions écrites dans les classes 4 à 6

3.7.1 Lorsqu'un élève est absent à une composition des classes 4 à 6, le chef de famille ou l'élève majeur doit, immédiatement ou le lendemain, faire connaître le motif de cette absence au Directeur. En cas de maladie, seul un certificat médical est pris en considération. Sans certificat médical, l'absence est jugée injustifiée. Le Directeur statuera sur la validité de toutes les autres excuses et se prononcera si l'absence est justifiée ou non.

3.7.2 L'élève absent (absence justifiée) à une ou plusieurs compositions du premier semestre qui n'a pas eu la possibilité de se présenter à une épreuve de remplacement mais qui participe dans ces mêmes matières aux compositions du second semestre verra ses notes finales annuelles calculées sur base des résultats obtenus au second semestre.

3.7.3 L'élève absent (absence justifiée) à une ou plusieurs compositions du second semestre, qui n'a pas eu la possibilité de se présenter à une épreuve de remplacement devra subir un examen de passage dans les premiers jours qui suivent la rentrée scolaire, dans les matières dans lesquelles il n'a pas composé, à moins d'avoir obtenu dans ces branches une note au moins égale à 7 au premier semestre et une note A au moins égale à 7 au second semestre.

3.7.4 Si un élève est absent pour les compositions d'une ou plusieurs matières aux premier et second semestres et que cette absence est justifiée, l'élève devra subir des examens de passage dans les matières dans lesquelles il n'a pas composé.

3.7.5 Dans le cas où les absences mentionnées aux points 3.7.2, 3.7.3, 3.7.4 ne sont pas justifiées, l'élève perd tous les points attachés aux compositions non faites (note 0). Cette décision est notifiée au chef de famille ou à l'élève majeur.

3.8 Absences aux compositions écrites en 7^e année

- 3.8.1 En cas d'absence justifiée, l'élève absent à une ou plusieurs épreuves partielles organisées par l'Ecole à la fin du 1^{er} semestre doit se soumettre, aux dates fixées par le Directeur, à des épreuves qui se dérouleront dans les mêmes conditions que les épreuves initiales.
- 3.8.2 En cas d'absence justifiée, l'élève absent à une ou plusieurs épreuves des tests B doit se soumettre, aux dates fixées par les titulaires, à des épreuves qui se dérouleront dans les mêmes conditions que les épreuves initiales.
- 3.8.3 *En cas d'absence non justifiée, un élève absent à une ou plusieurs épreuves partielles en 7^e année ne sera pas autorisé à se présenter au Baccalauréat.*

A 14 Modification des points du Règlement d'application du Baccalauréat 8.1.1. et 8.2.2.3.2 (résultant de l'approbation du document « Fréquentation régulière des cours au cycle secondaire »)

Le Conseil Supérieur approuve à l'unanimité les modifications suivantes dans les Dispositions pour l'application du Règlement du Baccalauréat européen.

1.0 Point du Règlement 8.1.1

- Ancien :
« Epreuves partielles »

Les candidats qui manquent une épreuve partielle sans justifications se verront attribuer une note de 0 (zéro) pour cette épreuve dans le calcul de la note préliminaire. »

- Nouveau :
« Un candidat qui est absent sans justification à une ou plusieurs épreuves partielles en 7^e année ne sera pas autorisé à passer les épreuves du Baccalauréat. »

2.0 Point du Règlement 8.2.2.3.2

- Ancien :
« Si cette absence rend impossible l'attribution de notes pour le second semestre, le Conseil de classe se réunira pour décider, matière par matière, des notes à utiliser pour le calcul de la note préliminaire. »

- Nouveau :
« Si cette absence implique qu'un élève ne peut pas se voir attribuer de note A pour le travail réalisé en classe au second semestre non plus, il ne lui sera pas possible de passer les épreuves du Baccalauréat cette année. »

A 15 Règles Générales pour l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes

Le Conseil Supérieur adopte à l'unanimité les Règles Générales pour l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes et pour l'utilisation des langues véhiculaires.

1.0 Règles pour l'enseignement des langues

- 1.1 Dans les Ecoles européennes, jusqu'à 4 langues peuvent normalement être étudiées. En 6^e et 7^e années, une cinquième langue peut être choisie comme cours supplémentaire, en fonction des possibilités de l'Ecole concernée. Aucune langue ne peut être étudiée à plus d'un niveau simultanément et *différentes langues ne peuvent être étudiées au même niveau simultanément*. Niveau signifie LI, LII, LIII, LIV et LV.

1.2 A l'école maternelle, les règles sont les suivantes :

LI est enseignée à partir de l'âge de 4 ans et constitue la langue de la section dans laquelle l'élève est inscrit.¹

1.3 Pour la section primaire et dans les 1^{re} à 5^e années du cycle secondaire, les règles sont les suivantes :

LI est enseignée à partir de la 1^{re} année primaire et constitue la langue de la section dans laquelle l'élève est inscrit.¹

LII est enseignée à partir de la 1^{re} année primaire ; il ne peut s'agir que de DE ou EN ou FR, et cette langue doit *donc* être différente de la LI ; En 3^e, 4^e et 5^e années secondaires, la LII d'un élève (DE, EN ou FR) constitue sa langue véhiculaire pour les cours de sciences humaines, histoire, géographie et économie.²

LIII est enseignée à partir de la 2^e année secondaire ; il peut s'agir de n'importe quelle langue officielle des pays de l'Union Européenne (+ l'irlandais) qui ne sont pas étudiées en tant que LI ou LII ;

LIV est enseignée en tant qu'option à partir de la 4^e année secondaire ; il peut s'agir de n'importe quelle langue officielle des pays de l'Union Européenne (+ l'irlandais) qui ne sont pas étudiées en tant que LI, LII ou LIII.

¹ Pour les élèves dans une Ecole ne comportant pas de section correspondant à leur langue maternelle, des règles particulières sont appliquées – voir Document 1998-D-64 des dispositions particulières sont en place pour l'enseignement du finlandais, de l'irlandais et du suédois dans les écoles maternelles et primaires.

² Si trop peu d'élèves ont choisi l'économie, de sorte que ce cours ne peut pas être organisé dans leur langue véhiculaire, on peut l'organiser dans la langue du pays hôte de l'Ecole.

1.4 En 6^e et 7^e années secondaires, les règles sont les suivantes :

LI est la langue de la section de l'élève et l'enseignement prend comme point de départ un niveau de langue correspondant à 10 ans d'enseignement de la langue maternelle continu et progressif¹. Cette langue reste obligatoire jusqu'au Baccalauréat selon le choix fait par l'élève lorsqu'il s'est inscrit à l'Ecole.

LII est normalement DE, EN ou FR, mais il peut aussi s'agir d'une langue officielle des pays de l'Union Européenne (+ l'irlandais) qui n'est pas étudiée en tant que LI, et l'enseignement prend comme point de départ un niveau correspondant à 10 ans d'enseignement continu et progressif de cette langue.

LIII est une option et l'enseignement prend comme point de départ un niveau correspondant à 4 ans d'enseignement continu et progressif de cette langue.

LIV est une option et l'enseignement prend comme point de départ un niveau correspondant à 2 ans d'enseignement continu et progressif de cette langue.

LV est un cours supplémentaire pour les débutants : ceux qui n'ont jamais entrepris d'étude formelle de la langue en question.

1.4.1 Il est possible pour un élève de choisir en tant que LIII ou LIV une langue qui n'a pas été étudiée précédemment dans une Ecole européenne, à condition que l'élève ait passé un test de niveau (écrit et oral) au niveau requis, sous la responsabilité du professeur concerné.

2.0 Utilisation des langues

2.1 En 3^e, 4^e et 5^e années primaires, la matière « Heures européennes » est enseignée à des groupes linguistiques mixtes, en général dans la LII des élèves ou dans la langue du pays hôte.

2.2 Les activités complémentaires (1^{er}, 2^e et 3^e années secondaires) sont enseignées dans l'une des trois langues véhiculaires ou dans les langues du pays hôte.

2.3 De la 1^{re} à la 5^e année secondaires, l'éducation artistique, musicale et physique sont enseignées à des groupes linguistiques mixtes dans les trois langues véhiculaires (DE, EN, FR) ou dans la langue du pays hôte.

2.3.1 En 6^e et 7^e années secondaires, l'éducation artistique, musicale et physique (cours de base et à option) sont enseignées dans un ou plusieurs des trois langues véhiculaires (DE, EN, FR) ou dans la langue du pays hôte.

¹ Voir note en bas de page 1 aux points 1.2 et 1.3.

2.4 En 3^e année secondaire, les cours de science humaines et, à partir de la 4^e année secondaire, les cours d'histoire, de géographie et d'économie sont organisés en DE, EN et FR. Les cours de sciences humaines en 3^e année secondaire et les cours d'histoire et de géographie peuvent ne pas être étudiés dans la LI de l'élève.

2.5 En 6^e et 7^e années, si le cours à option de 4 périodes en histoire et géographie ne peut être organisé dans la LII de l'élève, l'élève peut le suivre dans une autre langue véhiculaire, à condition qu'il ne s'agisse pas de sa LI et que les enseignants concernés donnent leur accord.

Changements de langue

3.0 Changements de langue

3.1 Normalement, on n'envisage pas de changement dans les choix linguistiques, hormis lors de l'inscription en 6^e année, où les changements suivants sont possibles :

- **changement de LII**
- **pour une langue donnée, passage d'un niveau plus faible à un niveau supérieur (par ex. changement de LIV en LIII)**
- **pour une langue donnée, passage d'un niveau supérieur à un niveau plus faible (par ex. changement de LII en LIII)**

3.2 Si un changement de langue, quel que soit l'âge ou le niveau, est requis, la décision incombe au Directeur et est soumise aux conditions suivantes :

L'existence d'une requête écrite fondée émanant des parents, des tuteurs ou de l'élève lui-même s'il a plus de 18 ans

Une délibération et une décision relatives à cette requête par le Conseil de classe

Une preuve claire, établie par l'Ecole, de la capacité de l'élève à suivre le cours demandé. Dans le cas d'un changement de LII, il faut accorder une attention particulière au rôle de la LII en tant que langue d'enseignement pour d'autres matières. Lorsqu'un changement de LII est approuvé avant la 6^e année, la nouvelle LII devient la langue d'enseignement pour histoire, géographie et économie. Lorsqu'un changement de LII est approuvé lors de l'inscription en 6^e année, l'ancienne LII reste la langue d'enseignement pour histoire, géographie et économie.

L'absence d'obstacles administratifs importants pour le changement demandé.

La décision et les raisons la justifiant seront notifiées au demandeur.

Ces dispositions réglementaires annulent et remplacent toutes les précédentes relatives à l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes et entreront en vigueur à partir de l'année scolaire 1998-99.

A 16 Cours de LI pour les élèves pour lesquels il n'y a pas de section de langue maternelle dans l'école

Le Conseil Supérieur adopte à l'unanimité le texte suivant :

COURS DE LI POUR LES ELEVES POUR LESQUELS IL N'Y A PAS DE SECTION DE LANGUE MATERNELLE DANS L'ECOLE

Si l'une des section linguistiques des Ecoles européennes correspondant à la langue maternelle d'un élève de catégorie I ou II n'est pas ouverte dans l'Ecole, cet élève a le droit de suivre un cours dans la langue qui est sa langue maternelle (LI). L'application de cette disposition se base sur la supposition que l'Ecole dispose d'un professeur dûment qualifié ou peut en recruter un.

1.0 Dispositions

- 1.1 Normalement, l'élève concerné est inscrit dans la section anglaise, française ou allemande. La langue de la section choisie est sa LI (l'élève suivra les cours de LI en même temps que les autres élèves pour lesquels cette langue n'est pas la langue maternelle).
- 1.2 Si l'élève est inscrit dans une section autre que les sections anglaise, française ou allemande, il doit choisir l'anglais, le français ou l'allemand en tant que LI. Ceci nécessite l'étude d'une langue supplémentaire.
- 1.3 Dans les sections maternelle et primaire, les cours de langue maternelle atteindront un minimum de 5 périodes par semaine.
- 1.4 En section secondaire, même s'il n'y a qu'un petit nombre d'élèves, il y aura au moins trois périodes (de 45 minutes chacune) enseignées (4 périodes en 5^e et 7^e années).
- 1.5 A tous les niveaux, différents groupes par années peuvent être combinés afin d'éviter des réductions du temps d'enseignement.
- 1.6 L'Ecole organisera ces cours de langues, dans la mesure du possible, dans le cadre de l'horaire normal de l'élève.
- 1.7 Les élèves concernés prendront part à l'évaluation harmonisée lors de l'examen de LI de 5^e année et lors des examens de LI du Baccalauréat, dans la langue qui est leur langue maternelle et dans laquelle ils ont suivi les cours.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent qu'aux élèves de catégorie III si le cours en question a déjà été créé.

Ces dispositions seront d'application dès le début de l'année scolaire 1998-99 et annuleront toutes les dispositions antérieures à ce sujet, principalement les dispositions 5 et 6 du chapitre XVI du Recueil de Décisions.

A 17 Financement de l'Orientation Professionnelle

Le Conseil Supérieur approuve le texte suivant :

1. L'allocation générale que les écoles reçoivent pour l'Orientation Professionnelle devrait se baser sur le nombre réel d'orienteurs dans chaque section, et le budget devrait être divisé et réparti de façon égale entre eux. Chaque section nationale (et non section linguistique) devrait se voir attribuer une décharge pour l'Orientation Professionnelle.
2. Le paiement pour le programme d'Orientation Professionnelle en 5^e année devrait se baser sur le nombre de classes** participantes dans chaque école au lieu de se baser sur le nombre de sections.
(* cette méthode de paiement a été proposée pour le nouveau programme d'Orientation Professionnelle en 6^e et 7^e années.)
3. Le moyen de paiement pour ce programme devrait être harmonisé pour toutes les Ecoles européennes. Nous recommandons le paiement à chaque orienteur d'un « capital » supplémentaire équivalent à 16 heures d'enseignement.*
*Les Directeurs doivent assurer que le temps pour lequel une rémunération a été perçue a bien été consacré à l'enseignement de ce programme.
4. En ce qui concerne la compensation des orienteurs britanniques responsables des demandes d'inscriptions pour les universités du Royaume-Uni, le Conseil attend une proposition spécifique.

A 18 Approfondissement en L1 et L2

Le Conseil Supérieur approuve le texte suivant, qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1999.

2.1 Généralités

- 2.2 Le cours d'approfondissement en L1 et L2 est conçu pour les élèves qui, en fin de 5^e année, montrent un intérêt particulier et les aptitudes nécessaires pour l'une des langues enseignées en L1 et l'une des trois L2 et, en général, pour les études littéraires et la lecture.

- 2.3 Dans le contexte des objectifs généraux attribués à l'enseignement de la L1 et de la L2, l'option a pour but, au sens strict du terme, d'approfondir la connaissance et la compétence linguistiques, plutôt que de s'étendre dans de nouveaux domaines de connaissance. Cette option met donc en valeur l'enseignement de la langue en tant que base pour des études plus avancées.

- 2.4 Ce cours constitue une alternative tout à fait séparée des cours de base de L1 et L2. L1 et L2 sont des matières obligatoires qui peuvent être prises à un niveau de base ou approfondi. Le cours

de base en L1 comporte 4 périodes et le cours d'approfondissement, 6 ; le cours de base en L2 comporte 3 périodes et celui d'approfondissement, 5.

2.5 Objectifs

Les objectifs principaux pour le cours à option sont :

2.5.1 Développer les compétences de lecture et d'écoute des élèves : en utilisant des textes revêtant des formes variées, différents registres, approches et techniques qui n'ont que rarement leur place dans le cours de base.

2.5.2 Améliorer les compétences linguistiques des élèves par une meilleure connaissance de la façon dont le langage fonctionne et par le développement des capacités de parole et d'écriture. En particulier, la créativité des élèves sera utilisée dans le jeu de rôle et leur autonomie sera accrue.

2.5.3 Dans le cas du cours d'approfondissement en L1, familiariser les élèves avec la littérature comparative, en étudiant des travaux de la littérature étrangère - européenne en particulier - sans exclure des textes anciens en traduction.

2.5.4 Dans le cas du cours d'approfondissement en L2, approfondir la connaissance des élèves de la littérature de la LI et de la culture du/des pays de la langue cible, en se basant sur des textes authentiques.

B3 Gestion coordonnée des Ecoles européennes de Bruxelles (répartition des sections linguistiques)

Le Conseil Supérieur approuve la répartition suivante, qui modifie la proposition du groupe de travail en établissant deux sections néerlandaises et trois sections allemandes dans les trois Ecoles européennes de Bruxelles.

Ecoles	DE	EN	DK	SP	FIN	FR	GR	IT	NL	PT	SU	Total	Nombre de sections
Bru I	337	340	287	280	-	500	339	-	-	-	-	2083	6
Bru II	*	340	-	-	143	500	-	299	448	304	134	2168	8
Bru III	381	506	-	274	-	626	-	294	*	-	-	2081	6
TOTAL	718	1186	287	554	143	1626	339	593	448	304	134	6332	

* section à ajouter

N.B. : Les chiffres indiqués dans le tableau correspondent au nombre actuel d'élèves. Il va de soi que la répartition numérique des élèves par section peut varier dans une certaine mesure.

1. Etablissement d'un planning pour la désignation de Directeurs, Directeurs adjoints et Administrateurs.

Le groupe de travail a approuvé la proposition faite par les Inspecteurs et par le groupe de travail « Avenir des Ecoles européennes », selon laquelle le Directeur de Bruxelles III devrait être désigné assez tôt pour pouvoir entrer en fonction en janvier 1999. Etant donné que l'Ecole doit ouvrir en septembre 1999, le Directeur pourra contrôler l'avancement du travail et organiser les premières inscriptions à l'Ecole, prévues pour septembre. Il serait sans doute souhaitable de désigner également, en janvier 1999, un administrateur-économiste, qui pourra évaluer les dépenses requises pour la mise en marche de l'Ecole.

Les Directeurs Adjoints et le personnel administratif nécessaire peuvent être nommés par le Conseil Supérieur en avril 1999.

B6 Comité de Sélection pour le Directeur de Bruxelles I

Le Conseil Supérieur désigne M. JONKERS (de nationalité néerlandaise) comme Directeur de Bruxelles I, à partir du 1^{er} septembre 1998.

B7 Comité de Sélection pour le Directeur de l'Ecole européenne de Bergen

Aucun des premiers candidats envoyés par la Grèce pour l'interview n'a pu être recommandé, étant donné le peu de qualités des candidats.

Il a alors été convenu que la délégation grecque sélectionnerait cinq autres candidats et que ceux-ci seraient interrogés par le Comité de Sélection tout entier fin mai. Les Conseils d'Inspection ont donné leur avis en juin et le Conseil Supérieur a été consulté par écrit.

Le Conseil Supérieur désigne Mme GARDELI (de nationalité grecque) comme Directrice de Bergen, à partir du 1^{er} septembre 1998.

B8 Comité de Sélection pour le poste de Directeur Adjoint (section secondaire), Ecole européenne de Bergen

Le Conseil Supérieur désigne M. PEDERSEN (de nationalité danoise) comme Directeur Adjoint (section secondaire) de l'E.E. de Bergen, à partir du 1^{er} septembre 1998.

B9 Comité de Sélection pour le Directeur Adjoint (section secondaire) de Karlsruhe

Le Conseil Supérieur désigne Mme JIIMATAINEN (de nationalité finlandaise) comme Directrice adjointe (section secondaire) de l'E.E. de Karlsruhe, à partir du 1^{er} septembre 1998.

B10 Comité de Sélection pour le Directeur Adjoints (section primaire) de Luxembourg

Le Conseil Supérieur désigne M. KIVINEN (de nationalité finlandaise) comme Directeur Adjoint (section primaire) de l'E.E. de Luxembourg à partir du 1^{er} septembre 1998.

B12 b) Date de la désignation du Directeur et de l'Econome de Bruxelles III

Le Directeur et l'Econome seront désignés pour le 1^{er} janvier 1999.
Comme l'exige le règlement actuel, différents mouvements pourraient être encouragés en offrant aux Directeurs actuels une possibilité de transfert.

L'Autriche, le Royaume-Uni, la Suède, l'Irlande et peut-être la Grèce ont exprimé un intérêt à cet égard, préférant tous occuper un poste en septembre 1999.

Il a été convenu que dans le cas d'un transfert interne à Bruxelles III, de janvier à septembre, la direction de l'école que le directeur quitte pour transfert serait assurée temporairement par le Directeur Adjoint (section secondaire). Ceci éviterait les transferts multiples en milieu d'année.

Tout autre transfert ne prendrait effet qu'en septembre 1999. Cela signifie que le poste de direction vacant après transfert ne serait occupé qu'en septembre 1999. Le Représentant écrira aux délégations pour demander des candidats (pas plus de 2 par pays) pour le poste détaché d'Econome de l'Ecole de Bruxelles III.

B13 Créations et suppressions de postes du PAS

Le Conseil Supérieur approuve les créations et conversions de postes suivantes pour le Personnel Administratif et de Service :

Créations de postes

- 1/2 poste de sténo-dactylo à Bruxelles II
- 1/2 poste de secrétaire à Karlsruhe
- 1/2 poste de secrétaire à Luxembourg
- 1/2 poste d'aide-comptable à Munich

Transformations

- 1/2 poste de dactylo vers 1/2 poste de secrétaire au BRCS
- 1 poste de préparateur III vers un poste de préparateur II au BRCS
- 1/2 poste de dactylo vers 1/2 poste de sténo-dactylo à Karlsruhe

Le Conseil Supérieur et le CAF recommandent de régulariser la situation du personnel de service auxiliaire qui ne figure pas à l'organigramme de l'Ecole mais dans le commentaire du poste budgétaire 1320. Ce changement tient compte des orientations du nouveau statut du PAS en voie d'élaboration, qui stipule que tout personnel payé par l'Ecole et lié à celle-ci par un contrat de travail direct et non limité doit figurer dans l'organigramme de l'Ecole.

B 14 Clôture des comptes 1996 (reportée au 28 mai 1997). Décision de décharge pour l'exécution de 1996, rapport 1996 de la Cour des Comptes

Les documents 97-D-134, 1998-D-143 et 1998-D-752 ont été approuvés.

B16 Projet pilote d'Orientation Professionnelle en 6^e et 7^e années

Le Conseil approuve le projet pilote, pour les Ecoles qui peuvent assumer les coûts avec leur budget actuel pour commencer en 6^e année en septembre 1998 et en 7^e année en septembre 1999.

La création d'une nouvelle ligne budgétaire pour l'an 2000 sera envisagée plus tard.

Septembre 1998 :

programme de 6^e année avec 8 heures par classe/section
programme modifié de 7^e année, qui doit être piloté pendant cette phase de transition.

Septembre 1999 :

programme de 6^e année avec 8 heures par classe/section
programme de 7^e année avec 8 heures par classe/section

CIRCONSTANCES

Le Conseil Supérieur des Ecoles européennes a prévu le développement d'un programme d'Orientation Professionnelle pour les 6^e et 7^e années, en tant que continuation logique du programme d'orientation professionnelle de 5^e année, qui est suivi dans toutes les Ecoles européennes (Doc. 95-D-263). La nécessité de ce programme de continuation a été confirmée par le Groupe de Travail pour l'Orientation Professionnelle et par les résultats du récent questionnaire relatif aux opinions des parents, élèves, orienteurs et administrations scolaires quant à la mise en application du programme d'orientation en 5^e année (Doc. 97-D-2910).

On envisage de baser ce nouveau programme sur les points forts et talents développés lors du programme de 5^e année ; il complètera donc le processus d'orientation pour les plus grands élèves des Ecoles européennes. Ce programme se concentrera sur l'acquisition par les étudiants d'aptitudes et informations nécessaires pour maximiser leur potentiel pendant les 6^e et 7^e années, et pour effectuer des choix réfléchis en ce qui concerne leurs études supérieures.

PROGRAMME

0.1 OBJECTIF GENERAL

Ce programme a été conçu pour fournir à tous les grands élèves des Ecoles européennes une base d'orientation professionnelle qui complète et renforce le travail volontaire qui est déjà réalisé dans les sections nationales des Ecoles européennes.

0.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

0.2.1 Familiariser les étudiants avec les structures d'évaluation menant à l'examen du Baccalauréat et au diplôme.

0.2.2 Développer les capacités d'étude qui incluent la planification et la mise au point d'habitudes basées sur les méthodes de travail des élèves en 6^e et 7^e années.

0.2.3 Promouvoir la connaissance par les élèves des possibilités de carrière et des routes y menant, dans un contexte local, national et international.

0.2.4 Aider les étudiants à identifier les divers facteurs inclus dans le choix d'une carrière.

0.2.5 Développer la connaissance par les élèves des trajectoires professionnelles et structures d'emploi actuelles. Aider les étudiants à développer leur pouvoir de décision pour leur permettre d'effectuer des choix réfléchis en ce qui concerne leur future carrière.

0.2.6 Augmenter l'interaction entre élève/parent/école en ce qui concerne les sujets liés à la trajectoire scolaire et professionnelle.

0.2.7 Présenter les services d'Orientation Professionnelle disponibles dans les Ecoles européennes aux élèves et aux parents, et promouvoir la connaissance des sources extérieures d'information et de conseil sur les métiers et les Etudes Supérieures, disponibles pour les étudiants et les parents.

0.3 CONTENU

Divers thèmes, sujets et domaines seront développés, parmi lesquels :

0.3.1. Le Baccalauréat européen – structure et évaluation

0.3.2. Capacités d'étude – planification du travail / gestion du temps

0.3.3. Le monde du travail – tendances, trajectoires professionnelles

0.3.4. Etudes supérieures en Europe – options et tendances

0.3.5. Recherche d'informations – personnel/bibliothèque/I.T.

0.3.6. Formulaire d'inscription – présentation du Curriculum Vitae

0.3.7. Données personnelles – présentation du Curriculum Vitae

0.3.8. Interviews

0.3.9. La vie d'étudiant – capacités de vie

0.4 ORGANISATION, METHODES ET MATERIEL

ORGANISATION

Le temps alloué est de 16 leçons par classe/par section linguistique en 6^e et 7^e années, à organiser selon les exigences de chaque école. Dans certaines écoles ce programme pourrait être organisé lorsque les élèves de 6^e et 7^e n'ont pas de cours, par exemple après les examens à la fin de la 6^e année. Ce programme sera enseigné par les orienteurs de 6^e et 7^e années, et dans la langue de la section concernée.

FORMAT SUGGERE

6° ANNEE

Peut inclure

- structures de 6° et 7° années (horaire, détails de l'évaluation)
- choix d'un cours au 3° Niveau dans les systèmes nationaux
- capacités d'étude
- information (personnel/bibliothèque/I.T./sources extérieures)
- demande d'inscription à l'Université
- le monde du travail
- options et mobilité dans les études supérieures au Royaume-Uni
- structure du Baccalauréat en 7° année – choix des structures pour l'évaluation/les examens écrits/oraux
- réunions individuelles d'orientation professionnelle

7° ANNEE

Peut inclure

- Baccalauréat en 7° année : choix et évaluation
- planification et capacités d'étude
- demandes d'emploi/C.V. et dossier personnel
- réunions individuelles d'orientation professionnelle
- capacités de vie – la vie d'étudiant au 3° Niveau

METHODES

Les activités du programme sont centrées sur l'étudiant, incluant par exemple :

- Travail de groupe
- Discussion/interview
- Résolution de problèmes
- Etudes de cas/jeux de rôle
- Recherche d'informations
- Travaux pratiques

MATERIEL

Le matériel devrait être adapté aux domaines de « contenu » soulignés dans le programme. Il pourrait inclure des questionnaires, du matériel audiovisuel, des moyens électroniques, des études de cas, des simulations et des informations sur les professions.

B15 Projet de budget préliminaire 1999

Après une longue discussion, le projet de budget préliminaire pour 1999 et les budget supplémentaire et rectificatif N°3/1998 ont été approuvés sous les conditions suivantes :

- en octobre 1998, le Conseil Supérieur reconsidérera la possibilité de créer une section grecque au cycle primaire à Bruxelles 3 ;
- la Commission a émis ses réserves habituelles en ce qui concerne l'approbation de son propre budget ;
- l'OEB a réservé son opinion jusqu'à ce que le conseil administratif ait donné son approbation ; ensuite le Représentant sera informé.

Il a été signalé qu'un projet de budget préliminaire pour 1999 pour Bruxelles III sera soumis pour approbation lors de la prochaine réunion.

Il a également été convenu :

- de transmettre aux deux Conseils d'Inspection les recommandations du CAF préfaçant le commentaire du budget 1998-D-234, en tenant compte du fait que celles-ci ne sont pas unanimes et ne valent donc qu'à titre de conseil ;
- et de changer le titre du poste « Crédits pour les élèves handicapés » en « Crédits pour les élèves ayant des besoins spécifiques ».

B 17 Admission des enfants des assistants des Membres du Parlement européen

Le Conseil Supérieur décide de la continuation de la pratique actuelle : les enfants des assistants des membres du Parlement européen devraient être classés dans la catégorie III, en priorité, pour l'admission aux Ecoles européennes.

B 18 Conditions d'admission pour les enfants du personnel de l'UEO

Ces élèves ne pourront pas, à l'avenir, être admis en catégorie I. Il a été convenu que les élèves déjà inscrits, même si c'est récent, devraient rester dans la catégorie I. L'UEO pourrait éventuellement signer un contrat spécial pour la catégorie II.

B 20 Projet de calendrier

Le calendrier 1998/99 suivant a été approuvé.

Mois	Conseil Supérieur Dates	Conseil d'Inspection Comités pédagogiques Baccalauréat	Dates	Comité Administratif et Financier Dates
Septembre 98		Conseil d'Inspection secondaire	14-15	
		Conseil d'Inspection primaire	16-17	23 & 24
Octobre	27 & 28			
Novembre		Conseil d'Inspection primaire	17	
		Conseil d'Inspection sec. Comité pédagogique primaire	18	
		Comités pédagogiques (primaire et secondaire)	19	
		Comité pédagogique sec.	20	
Décembre		Conseil d'Inspection secondaire	14-15	3 & 4
Janvier 99	26 & 27			
Février				25 & 26
Mars		Conseil d'Inspection primaire	9	22/23 & 24
		Conseil d'Inspection secondaire	10	
		Comité pédagogique primaire		
		Comités pédagogiques (primaire et secondaire)	11	
		Comité pédagogique secondaire	12	
Avril	27 & 28			
Mai		Conseil d'Inspection secondaire	10-11	

Juin	Conseil d'Inspection secondaire	21	17 & 18
	Conseil d'Inspection primaire	21 & 22	
	Baccalauréat européen 99	7-18	
	Examens écrits Bac 99 correction des épreuves écrites	22-25	
	Bac 99 : examens oraux	28 juin - 9 juillet	

LISTE DES MANDATS DONNES AUX CONSEILS D'INSPECTION

MANDAT DONNE AU GROUPE DE TRAVAIL « DISPONIBILITE DE L'ECOLE EUROPEENNE DE BRUXELLES III »

Le Conseil Supérieur a encouragé le groupe d'organisation à continuer son mandat dans l'esprit de la lettre du Représentant du 16 mars 1998 et les résolutions du groupe d'organisation ci-après :

- le groupe devrait contrôler de près les progrès sur les trois sites ;
- le Représentant devrait demander au Ministère des Travaux Publics de signer un protocole garantissant le respect des délais proposés ;
- des experts indépendants de la Commission devraient être consultés en ce qui concerne les éventuels problèmes d'amiante

MANDAT DONNE AU GROUPE DE TRAVAIL « GESTION COORDONNEE DES ECOLES EUROPEENNES DE BRUXELLES (répartition des sections linguistiques) »

Le Conseil Supérieur a encouragé le groupe de travail à poursuivre son mandat.

MANDAT DONNE AU GROUPE DE TRAVAIL « AVENIR DES ECOLES EUROPEENNES »

Il a été convenu que le groupe devrait poursuivre son travail, en suivant la suggestion de la délégation irlandaise et en se concentrant sur des propositions précises pour rationaliser, simplifier et améliorer le système actuel.

MANDAT DONNE AU GROUPE DE TRAVAIL « ETABLISSEMENT D'UN BUDGET CENTRAL POUR LES EXPERIENCES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT SCOLAIRE »

Le Conseil Supérieur a donné mandat à M. IRVINE, Adjoint du Représentant du Conseil Supérieur afin qu'il présente un rapport détaillé à temps pour les éventuelles implications budgétaires qui devront être couvertes par le budget 2000, à condition qu'il n'y ait pas de conséquences financières, hormis celles approuvées par un futur Conseil Supérieur.

La composition proposée est la suivante : 2 Inspecteurs, 1 Directeur, 1 membre du CAF, 1 enseignant.

Le groupe de travail examinera la possibilité de créer un budget central, administré par le bureau et dépensé par les Inspecteurs pour soutenir des projets soumis par les écoles. Le groupe de travail établira également des critères pour l'approbation.

TABLEAU A POINTS - 1.9.98

PAYS	DIRECTEURS	DIRECTEURS ADJOINTS SECONDAIRE	DIRECTEURS ADJOINTS PRIMAIRE	ÉCOLES	NOMBRE DE POINTS	NOMBRE TOTAL DE POINTS
ALLEMAGNE	X			Karlsruhe	4	6
			X	Luxembourg	1	
			X	Bruxelles II	1	
AUTRICHE						0
BELGIQUE	X			Mol	4	7
		X		Luxembourg	2	
			X	Munich	1	
DANEMARK	X			Munich	4	6
		X		Bergen	2	
ESPAGNE	X			Bruxelles II	4	5
			X	Bergen	1	
FINLANDE		X		Karlsruhe	2	3
			X	Luxembourg	1	
FRANCE	X			Luxembourg	4	5
			X	Karlsruhe	1	
GRECE	X			Bergen	4	4
IRLANDE		X		Bruxelles I	2	3
			X	Culham	1	
ITALIE	X			Culham	4	7
		X		Bruxelles II	2	
			X	Varèse	1	
LUXEMBOURG	X			Varèse	4	6
		X		Culham	2	

Schola Europaea

PAYS	DIRECTEURS	DIRECTEURS ADJOINTS SECONDAIRE	DIRECTEURS ADJOINTS PRIMAIRE	ECOLES	NOMBRE DE POINTS	NOMBRE TOTAL DE POINTS
PAYS-BAS	X			Bruxelles I	4	6
		X		Mol	2	
PORTUGAL						3
		X		Varèse	2	
			X	Bruxelles I	1	
ROYAUME- UNI						2
		X		Munich	2	
SUEDE						1
			X	Mol	1	

Ce tableau a été mis à jour en tenant compte des récentes désignations et remplace le tableau figurant dans le document « Projet de procès-verbal de la réunion non élargie du Conseil Supérieur les 28 & 29 avril 1998 (réf. 1998-D-165) »